



*Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire*

**On ne peut réellement combattre l'entreprise génocidaire et de nettoyage ethnique dont est victime le peuple palestinien sans remettre en cause l'État d'Israël, État colonial et raciste**

*Pour cela, il faut s'organiser, agir, pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales (CGT, FO, FSU) :*

**Organisez dans l'unité le boycott de l'État d'Israël à tous les niveaux, Appelez tant qu'il en est encore temps à une manifestation massive à l'ambassade d'Israël et contre elle**

Plus de deux millions de personnes affamées depuis plus de trois mois. Dix-huit fois plus de bombes lâchées en 20 mois sur ce territoire qu'il n'en a été largué par l'impérialisme américain en 8 ans sur le Vietnam. Des bulldozers qui détruisent de fond en comble ce qui reste de la Bande de Gaza. Les infrastructures vitales, comme toute forme d'organisation civile, méthodiquement ciblées.

Un nombre de victimes qui s'élève probablement à plusieurs centaines de milliers (les « victimes indirectes » des opérations de l'État sioniste, niées jusque dans la mort, seraient 4 à 5 fois plus nombreuses que les « victimes directes » seules prises en compte dans les décomptes médiatiques). Et tout comme la famine lui sert d'arme de guerre, l'État sioniste utilise aujourd'hui la parodie sinistre d'« aide humanitaire » qu'il a montée de toutes pièces pour mieux massacrer les survivants affamés.

**Oui, c'est un génocide !**

Oui, c'est un génocide. Et ce génocide n'a pas commencé il y a trois semaines : il se déroule depuis plus de vingt mois avec le soutien massif de l'impérialisme américain et le soutien actif des puissances impérialistes d'Europe et de l'impérialisme japonais. Un soutien sans lequel l'État sioniste n'aurait pu mettre son plan à exécution. Aujourd'hui, ce génocide est en cours de parachèvement.

Et les mêmes médias aux ordres qui s'échinent aujourd'hui encore à contester le terme de génocide accordent un vif intérêt aux mobilisations, très minoritaires, qui dans le territoire occupé par l'État sioniste revendiquent la libération des derniers « otages » israéliens.

Le 27 mai, l'ancien ambassadeur d'Israël et « sioniste de gauche » Elie Barnavi exposait à France24 les motivations profondes de ces mobilisations : « *Nous sommes à un moment vraiment crucial. Ce gouvernement qui est le nôtre a l'air décidé à nous enterrer, à détruire le projet sioniste. Il faut l'arrêter, et toutes les bonnes volontés sont utiles.* » Il n'a pas eu un mot pour le peuple palestinien dont il a soutenu le massacre après le 7 octobre 2023. Le Monde du 30 mai cite un des rares étudiants mobilisés à Tel Aviv : « *Tout est piégé dans le débat public israélien (...) Si je ne fais pas attention aux termes que j'emploie, je vais par exemple passer pour un antiguerre alors que je considère que l'effort de guerre est indispensable face à une organisation, le Hamas, bien pire que notre gouvernement et qui veut détruire notre État.* »

Déployé sur ces considérants, le mince rideau de fumée des manifestations israéliennes œuvre à occulter la réalité profonde de la société coloniale israélienne : selon un sondage effectué par l'université de Pennsylvanie en mars, 82% des colons juifs soutiennent l'expulsion des Palestiniens de Gaza, 56% réclament en outre celles des Palestiniens de Cisjordanie.

Il s'agit fondamentalement de manifestations en défense de l'État d'Israël.

**Soutenir le peuple palestinien, cela implique de se dresser contre l'État colonial et raciste d'Israël**

Au début du mois d'avril, revenant d'Égypte, Macron a déclaré qu'il envisageait de « reconnaître » un « État palestinien » lors d'une conférence organisée par l'Arabie saoudite le 17 juin. Aussitôt, les dirigeants de LFI, du PS, du PCF, ceux de la CGT et de la FSU se sont rués pour lui exprimer leur soutien unanime.

C'est une supercherie sur toute la ligne. Pour l'Arabie saoudite et ses alliés égyptien et jordanien, qui participent au bouclage meurtrier de Gaza, « reconnaître l'État palestinien » signifie laisser les Palestiniens mourir de faim dans les ghettos où ils sont enfermés. Pour les Macron, Stamer et consorts - outre s'attirer les bonnes grâces de la monarchie saoudienne - cela signifie avant tout : « Quoi qu'il arrive, nous ne toucherons pas aux frontières de l'État d'Israël. »

.../...

Il en va de même de toutes les chimères – « solution à deux États », résolutions de l'ONU... – brandies par l'« Appel de Paris », signé entre autres par les dirigeants du PS et du PCF, de LFI, du NPA-A, de la CGT, de la FSU, de la CFDT : « *De la même façon, nous sommes convaincu-es que seule la fin de l'occupation et l'arrêt de l'oppression du peuple palestinien permettront à Israël de connaître également la paix et la sécurité.* »

La « paix » qu'ils revendiquent, ils n'y croient pas eux-mêmes : c'est d'abord le refus obstiné de soutenir le peuple opprimé, le peuple palestinien, parce que cela implique de se dresser contre l'État colonial et raciste d'Israël.

Le ministre israélien de la Défense, I. Katz, a dévoilé le pot-aux-roses : « [Macron et ses amis] *reconnaîtront un État palestinien sur le papier, et nous construirons ici l'État juif israélien sur le terrain. Le papier sera jeté à la poubelle de l'histoire et l'État d'Israël prospérera et fleurira.* »

---

### **Répression contre tout soutien à la Palestine, terreur contre les travailleurs et jeunes issus de l'immigration**

---

Dans le même temps où Macron se voit auréolé de vertus « pacifistes » par les Faure, Roussel et Binet, son gouvernement mobilise toutes les forces de l'appareil d'État pour interdire et réprimer toute expression de soutien au peuple palestinien, frappant par dizaines étudiants et enseignants, travailleurs, militants.

Avec le soutien du PS, il est en passe de faire adopter un projet de loi dit « de lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur ». Cette loi instituerait une « justice » d'exception, expéditive, dans les universités, à l'encontre des enseignants et étudiants, sous couvert de « trouble à l'ordre public dans les universités ».

Pour les travailleurs et jeunes issus de l'immigration, c'est la terreur : en témoigne l'opération de « ratonnade » montée de toutes pièces par Retailleau, le soir du 31 mai à Paris, débouchant sur des condamnations en ribambelle en comparution immédiate. France Info le reconnaît pourtant : « *on ne peut pas dire que les incidents qui ont éclaté le soir de la victoire du PSG en Ligue des Champions ont été plus graves que par le passé* » (Vrai ou faux, 3/6/2025).

Le 10 mai à Paris, la même police, aux ordres du même gouvernement, protégeait une manifestation ouvertement nazie, arborant les symboles de la jeunesse hitlérienne. Le 27 mai, un gala de soutien à l'État d'Israël se tenait à Paris sous protection policière, ovationnant le porte-parole de Tsahal.

---

### **Les dockers de Fos-sur-Mer ouvrent la voie**

---

Les organisations syndicales ne se résument pas à la politique de soumission à la bourgeoisie défendue par leurs dirigeants traîtres. Par deux communiqués, les 4 et 5 juin, le syndicat CGT des ouvriers dockers de Fos-sur-Mer annonçait la découverte de trois conteneurs d'équipements militaires à destination de Haïfa, avec l'autorisation du gouvernement. Les dockers ont refusé d'embarquer ces armes.

Effrayée à l'idée que leur initiative n'en inspire d'autres ; la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet s'est empressée de s'en remettre au gouvernement : « *Ce n'est pas possible que ce soient les dockers CGT qui soient obligés de faire respecter les principes fondamentaux du droit international et des valeurs françaises. Le gouvernement doit bloquer immédiatement toute livraison d'armes en direction de l'État d'Israël.* » Ce qu'elle préconise est à l'exact opposé de la voie indiquée par les dockers.

Aucune aide au peuple palestinien ne viendra du gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau, allié indéfectible de l'État sioniste : soutenir le peuple palestinien, c'est se dresser contre lui. La fin du calvaire pour les Palestiniens ne commencera qu'avec le démantèlement de l'État d'Israël, État colonial, raciste et meurtrier.

Dans ce sens, la responsabilité des dirigeants des organisations syndicales ouvrières et enseignantes (CGT, FO, FSU) c'est d'appeler à et d'organiser le boycott effectif de l'État d'Israël.

Pour donner l'impulsion à un tel mouvement, ils doivent appeler dans les plus brefs délais à la tenue d'une **manifestation massive à l'ambassade d'Israël** sur le mot d'ordre :

« Halte au génocide du peuple palestinien ! »

Ils ne le feront pas d'eux-mêmes : ils doivent y être contraints. Les travailleurs et la jeunesse doivent s'organiser, saisir leurs organisations syndicales pour qu'elles prennent position dans ce sens.

C'est le combat que mènent les militants du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

---

**Prenez contact ! e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr) Site web : <http://socialisme.free.fr>**

---